

L'intelligence artificielle ravage le secteur tertiaire — Le PCF doit ouvrir un nouveau chantier politique

Pauline Thomas – Section de Champigny-sur-Marne – Fédération du Val de Marne

Contribution d'une militante, lead développeuse

Ce que je vis, ce que nous vivons

Je suis développeuse depuis plusieurs années. Mon métier a changé radicalement en l'espace de deux ans. Aujourd'hui, je peux confier à un agent IA la rédaction des spécifications techniques, le découpage en tâches, l'implémentation du code, la revue, les tests. **Ce que je faisais en une semaine, je le fais désormais en une heure.** Mon rôle s'est transformé : je ne produis plus, je contrôle et je supervise. Je suis devenue l'humain dans la boucle d'une machine.

Ce n'est pas une anecdote personnelle. C'est un signal de ce qui est en train de se déployer à grande échelle dans l'ensemble du secteur tertiaire.

Les faits sont là — et ils sont préoccupants

En mars 2026, Anthropic — l'un des principaux laboratoires d'IA au monde — a publié une étude sur l'impact de l'IA sur le marché du travail, fondée non pas sur des projections théoriques, mais sur deux millions de conversations réelles avec son assistant Claude. Les conclusions méritent toute notre attention.

Contrairement aux précédentes vagues d'automatisation qui touchaient prioritairement les travailleurs manuels et ouvriers, l'IA générative cible directement les professions intellectuelles. Les programmeurs informatiques voient près de 75 % de leurs tâches couvertes par l'IA. D'autres métiers intellectuels comme les analystes financiers ou les emplois administratifs figurent également parmi les professions les plus exposées — car ils reposent largement sur des tâches textuelles, numériques et répétitives.

Le profil type du travailleur menacé est particulièrement révélateur : ces travailleurs exposés gagnent en moyenne 47 % de plus que ceux des métiers non exposés, sont quatre fois plus diplômés, et sont à 16 points de pourcentage plus souvent des femmes. Ce sont donc nos cadres, nos analystes, nos ingénieurs, nos gestionnaires — le cœur de la classe travailleuse qualifiée.

Le chômage de masse n'est pas encore là. Mais les entreprises ont simplement cessé de recruter : on constate une baisse de 14 % des embauches de profils juniors sur les postes exposés depuis l'arrivée de ChatGPT. C'est une érosion silencieuse, invisible dans les statistiques globales, mais qui ferme des portes d'entrée entières dans des métiers qualifiés.

Pour les métiers de l'informatique et des mathématiques, si 94 % des tâches pourraient théoriquement être automatisées, seules 33 % le sont actuellement. Ce n'est pas rassurant : c'est un sursis. Anthropic le dit clairement — à mesure que les capacités progresseront et que l'adoption se répandra, la zone d'automatisation réelle s'étendra pour couvrir le potentiel théorique.

Une technologie au coût écologique insupportable

On ne peut pas parler de l'IA sans parler de ce qu'elle coûte à la planète. Et le bilan est accablant.

Les grands modèles d'IA sont des gouffres énergétiques. Entraîner un modèle de pointe consomme autant d'électricité que des centaines de foyers pendant un an. Mais l'entraînement n'est que la partie visible de l'iceberg : chaque requête, chaque conversation, chaque génération de code ou de texte mobilise des serveurs qui tournent en permanence, dans des datacenters climatisés, alimentés en grande partie par des énergies fossiles.

Les data centers consomment des millions de litres d'eau pour refroidir leurs infrastructures — dans des régions souvent déjà sous stress hydrique. Microsoft, Google, Amazon, Anthropic, tous construisent ou prévoient de construire des centres de données toujours plus grands, toujours plus voraces.

Cette réalité est proprement incompatible avec les objectifs climatiques que la science nous impose. L'IA telle qu'elle se déploie aujourd'hui n'est pas une technologie neutre : elle est portée par des logiques capitalistes d'accumulation qui externalisent leurs coûts environnementaux sur la collectivité et sur les générations futures.

Le PCF doit le dire sans ambiguïté : **un déploiement massif et non régulé de l'IA est une menace écologique**. Cela doit s'intégrer dans notre réflexion sur la planification écologique. Toute politique publique sur l'IA doit inclure des bilans énergétiques opposables, des critères d'utilité sociale pour l'autorisation de nouveaux datacenters, et une contribution des géants du numérique au financement de la transition.

Ce que le politique refuse de voir

Ce bouleversement est en cours. Il est documenté. Et pourtant, le débat politique reste désespérément à la traîne.

À droite, on parle de "compétitivité" et d'"opportunités". À gauche, on commence à peine à évoquer la formation professionnelle. Personne ne nomme la réalité : **une révolution du travail est en marche, et elle va dévaloriser massivement la production intellectuelle.**

La valeur d'un code, d'un rapport, d'une analyse, d'un texte juridique ou d'un bilan comptable s'effondre dès lors qu'une machine peut le produire en quelques secondes. Ce n'est pas une question de qualité — c'est une question structurelle, économique, politique.

Et pendant ce temps, les entreprises encaissent les gains de productivité sans les redistribuer. Les actionnaires bénéficient de la réduction des coûts salariaux. Les travailleurs, eux, voient leurs postes se vider de leur substance ou disparaître sans bruit.

Les métiers qui résistent — et pourquoi ça pose problème

Les métiers les plus protégés sont ceux qui exigent une présence physique, un contact humain direct, une inscription dans un lieu et un moment précis — le soin, l'artisanat, le travail manuel qualifié. Tout ce qu'on ne peut pas délocaliser dans un serveur. Cela représente environ 30 % du marché de l'emploi.

Autrement dit : ce qui résiste à l'IA, ce sont souvent des métiers moins bien payés, moins reconnus socialement, historiquement dévalorisés. On va se retrouver dans un monde où le livreur à vélo est indispensable et l'analyste financier est remplacé par un algorithme. Ce retournement exige une réponse politique radicale, pas des demi-mesures.

Ce que le PCF doit porter

Le PCF a une tradition d'analyse du travail et des transformations productives. Il est temps de mobiliser cette culture politique pour nommer ce qui se passe et proposer une alternative de civilisation.

1. Réduire massivement le temps de travail. Si les machines font le travail de plusieurs, la richesse produite doit permettre à toutes et tous de travailler moins. La semaine de 32 heures, voire beaucoup moins, est une exigence immédiate.

2. Partager les gains de productivité. Les milliards économisés sur la masse salariale grâce à l'IA ne peuvent pas aller uniquement vers les actionnaires. Une taxation spécifique des gains de productivité liés à l'IA doit financer la protection sociale et la reconversion.

3. Ouvrir sérieusement le débat sur le revenu universel. Si la production intellectuelle se dévalorise structurellement, si des pans entiers de qualification perdent leur valeur marchande, il faut décorrélérer la survie matérielle de l'emploi. Le revenu universel — un revenu garanti, digne, universel — n'est plus une utopie : c'est une nécessité qui se dessine à l'horizon.

4. Contrôle démocratique sur le déploiement de l'IA. Les décisions d'automatisation ne peuvent pas rester dans les mains des seuls dirigeants d'entreprise. Les comités sociaux et économiques doivent avoir un droit de regard et de veto sur l'introduction de l'IA dans les processus de travail.

5. Investir massivement dans les métiers du lien humain. Soins, éducation, accompagnement social, culture : ces secteurs ne seront pas automatisés, et ils sont chroniquement sous-financés. C'est là qu'il faut créer des emplois, bien rémunérés et reconnus.

6. Réguler écologiquement l'IA. Bilan carbone et hydrique obligatoire pour tout nouveau service d'IA déployé à grande échelle. Critères d'utilité sociale pour l'ouverture de data centers. Contribution fiscale des géants du numérique fléchée vers la transition énergétique.

Et si c'était aussi une chance ? Changer le sens du travail

Il faut avoir l'honnêteté intellectuelle de poser cette question : et si, dans un autre monde, l'IA pouvait être une bonne nouvelle ?

Si nous arrivons à changer de paradigme — à faire en sorte que les gains de productivité profitent à toutes et tous et non aux seuls actionnaires — alors le temps libéré par les machines pourrait devenir une conquête extraordinaire. Du temps pour s'occuper de ses proches, pour créer, pour s'engager, pour apprendre, pour vivre. Du temps pour toutes ces activités qui nous rendent profondément humains et heureux, mais que le capitalisme a toujours relégués hors du "temps productif".

Ce renversement n'est pas une utopie douce. C'est une perspective matérielle, concrète, conditionnée à un rapport de force politique. L'IA ne libérera personne d'elle-même. C'est à nous — organisations syndicales, partis de gauche, mouvements sociaux — de nous battre pour que cette libération advienne pour toutes et tous, et non pour quelques-uns.

Conclusion : changer de paradigme

La vague qui arrive n'est pas une simple évolution technologique à laquelle il faut "s'adapter". C'est une transformation de la nature même du travail qualifié, de sa valeur, de son sens — doublée d'une pression écologique que nos sociétés ne peuvent pas absorber sans choix politiques radicaux.

Les réponses libérales — formation, flexibilité, entrepreneuriat — sont structurellement insuffisantes face à l'ampleur du choc. Le PCF doit avoir l'audace de penser un monde du travail radicalement différent : où la richesse produite par les machines profite à toutes et tous, où le temps libéré est une conquête sociale, et où le déploiement technologique est subordonné aux exigences du vivant.